

## **COMMUNE DE SAINT-ONDRAS**

### **NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2017**

#### *Sommaire :*

- I. Le cadre général du budget*
  - II. La section de fonctionnement*
  - III. La section d'investissement*
  - IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation*
- annexe : extrait du CGCT*

#### **I. Le cadre général du budget**

L'article L 2313-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle est disponible sur le site internet [www.saint-ondras.fr](http://www.saint-ondras.fr).

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2017. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans les 15 jours qui suivent son approbation. Par cet acte, le Maire, ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2017 a été voté le 10/04/2017 par le conseil municipal. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat de la mairie aux heures d'ouvertures des bureaux. Il a été établi avec la volonté :

- de maîtriser les dépenses de fonctionnement tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- de mobiliser des subventions auprès du conseil départemental et de la Région chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des salaires des agents; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

#### **II. La section de fonctionnement**

##### **a) Généralités**

Le budget de fonctionnement permet à notre collectivité d'assurer le quotidien.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

Pour notre commune les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population, aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses subventions. Les recettes de fonctionnement 2017 représentent 458 112 euros.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer. Les salaires représentent 18,87% des dépenses de fonctionnement. Les dépenses de fonctionnement 2017 représentent 437 395 euros.

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la collectivité à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

Les recettes de fonctionnement des communes ont beaucoup baissé du fait d'aides de l'Etat en constante diminution.

DGF 2014 : 83 149 € ; DGF 2015 : 75 180 € ; DGF 2016 : 68 058 €

Il existe trois principaux types de recettes pour une commune :

Les impôts locaux (montant perçu en 2016 : 121 453 € prévision 2017 : 124 100 €)

Les dotations versées par l'Etat

Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population

**b) Les principales dépenses et recettes de la section :**

Dépenses	Montant	recettes	Montant
Dépenses courantes	107 701	Excédent brut reporté	97 243,68
Dépenses de personnel	82 547	Recettes des services	15 395 32
Autres charges de gestion courante	216 525	Impôts et taxes	170 571
Dépenses financières	16 001	Dotations et participations	132 572
Dépenses exceptionnelles	2 565	Autres recettes de gestion courante	40 396
Autres dépenses	2 056	Recettes exceptionnelles	506
Dépenses imprévues	10 000	Recettes financières	1 428
Total dépenses réelles	437 395	Autres recettes	
Charges (écritures d'ordre entre sections)	0	Total recettes réelles	458 112
Virement à la section d'investissement	20 717	Produits (écritures d'ordre entre sections)	0
<b>Total général</b>	<b>458 112</b>	<b>Total général</b>	<b>458 112</b>

Détail des autres charges de gestion courante :

- Indemnités et charges élus : 32 500 €
- Cofisation au service incendie : 13 015 €
- Subvention au CCAS : 2 800 €
- Subventions aux associations : 6 854 €
- Participations aux syndicats : 156 256 € dont 130 000 € au syndicat scolaire St-Ondras et Valencogne et 15 000 € au Syndicat sportif Valencogne St-Ondras

**c) La fiscalité**

Les taux des impôts locaux pour 2017:

- *concernant les ménages*
  - . Taxe d'habitation : 6,01 %
  - . Taxe foncière sur le bâti : 16,56 %
  - . Taxe foncière sur le non bâti : 49,99 %
- *concernant les entreprises*

Cotisation foncière des entreprises (CFE) : perçue par la Communauté de Communes les Vals du Dauphiné

Le produit attendu de la fiscalité locale s'élève à 124 100 €

d) Les dotations de l'Etat.

Les dotations attendues de l'Etat s'élèveront à 68 058 € soit le même montant que l'an passé.

### III. La section d'investissement

a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la ville à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

Le budget d'investissement de la commune regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.
- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (Taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à la construction d'un nouveau centre de loisirs, à la réfection du réseau d'éclairage public...).

b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

dépenses	montant	Recettes	Montant
Remboursement d'emprunts	44 967	Virement de la section de fonctionnement	20 717
Travaux de bâtiments	324 535	FCTVA	49 966,66
Dépenses de matériel	17 700	Solde d'investissement reporté	382 132,34
Acquisitions mobilières et immobilières	115 000	Dépôts et cautionnements	500
Autres travaux	20 110	Taxe aménagement	3 214
Autres dépenses	19 428	subventions	103 654
Dépenses imprévues	20 500	Amortissement	2 056
Charges (écritures d'ordre entre sections)	12 780	Produits (écritures d'ordre entre section)	12 780
<b>Total général</b>	<b>575 020</b>	<b>Total général</b>	<b>575 020</b>

c) Les principaux projets de l'année 2017 sont les suivants :

- Travaux de réhabilitation de la mairie
- Remplacement des radiateurs dans les appartements
- Travaux de réfection du Monument aux Morts
- Acquisition de 3 terrains et d'une maison

d) Les subventions d'investissements prévues :

- de l'Etat : 63 201 €
- de la Région : 4 000 €
- du Département : 34 659 €
- Autres : 1 794 €

**IV. Les données synthétiques du budget – Récapitulation**

a) Recettes et dépenses de fonctionnement :

Recettes et dépenses d'investissement réparties comme suit :

- dépenses : crédits reportés 2016	: 274 065 €
nouveaux crédits	: 300 955 €
TOTAL	: 575 020 €
- Recettes : crédits reportés 2016	: 60 230 €
nouveaux crédits	: 111 940,66 €
TOTAL	: 172 170,66

Solde d'investissement reporté : 382 132,34 €

Virement de la section de fonctionnement : 20 717 €

Total général : 575 020 €

b) Etat de la dette

ANNEE	OBJET	ORGANISME PRETEUR	DUREE EN ANNEES	TAUX INITIAL EN %	PERIODE REMBT	DATE 1ERE ANNEE REMBT	DETTE EN CAPITAL		ANNUITE A PAYER DANS L'EXERCICE	
							A L'ORIGINE	AU 01/01 DE L'EXERCICE	INTERETS	CAPITAL
2009	Réhabilitation de 2 logements à la Cure, tvx voirie, achat terrains	Crédit Agricole Centre-Est	20	4,25	annuelle	2010	300 000,00	215 849,68	9 173,61	12 779,04
2016	Investissements au BP 2012 (renégociation du prêt n°1220204)	Caisse des Dépôts et Consignations	16	2,25	annuelle	2017	245 660,65	245 660,65	5 527,36	12 187,43
2016	Investissements	Caisse des Dépôts et Consignations	20	0% (croissance verte)	annuelle	2017	400 000,00	400 000,00	0,00	20 000,00
							<b>TOTAL</b>	<b>861 510,33</b>	<b>14 700,97</b>	<b>44 966,47</b>

Nota : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI, syndicats mixtes, établissements de coopération interdépartementale), les articles L 2121-26, L 3121-17, L 4132-16, L.5211-46, L 5421-5, L 5621-9 et L 5721-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.

Fait à Saint-Ondras le 10/04/2017

Le Maire,  
Christian VIEUX-MELCHIOR



#### **Annexe**

##### **Code général des collectivités territoriales – extrait de l'article L2313-1**

Les budgets de la commune restent déposés à la mairie et, le cas échéant, à la mairie annexe où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le département.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du maire.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L2343-2, sont assortis en annexe :

- 1° De données synthétiques sur la situation financière de la commune ;
- 2° De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;
- 3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif ;
- 4° De la liste des organismes pour lesquels la commune :
  - a) détient une part du capital ;
  - b) a garanti un emprunt ;
  - c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;

5° Supprimé ;

6° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;

7° De la liste des délégataires de service public ;

8° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionnées au c de l'article L 300-5 du code de l'urbanisme ;

9° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article L1414-1 ;

10° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.

Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire.

Dans ces mêmes communes de 3 500 habitants et plus, les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune.

Les communes et leurs groupements de 10 000 habitants et plus ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et qui assurent au moins la collecte des déchets ménagers retracent dans un état spécial annexé aux documents budgétaires, d'une part, le produit perçu de la taxe précitée et les dotations et participations reçues pour le financement du service, liées notamment aux ventes d'énergie ou de matériaux, aux soutiens reçus des éco-organismes ou aux aides publiques, et d'autre part, les dépenses, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

Les établissements publics de coopération intercommunale et les communes signataires de contrats de ville présentent annuellement un état, annexé à leur budget, retraçant les recettes et les dépenses correspondant aux engagements pris dans le cadre de ces contrats. Y figurent l'ensemble des actions conduites et des moyens apportés par les différentes parties au contrat, notamment les départements et les régions, en distinguant les moyens qui relèvent de la politique de la ville de ceux qui relèvent du droit commun.

Pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.

Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présentation prévue au précédent alinéa ainsi que le rapport adressé au conseil municipal à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice prévu à l'article L2312-1, la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif, conformément à l'article L2121-12, sont mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, après l'adoption par le conseil municipal des délibérations auxquelles ils se rapportent et dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.